

La montée en puissance des mouvements anti-genre et anti-droits constitue **une offensive mondiale coordonnée visant à faire reculer l'égalité de genre, les droits et la démocratie.**

Ces acteur·ices disposent de moyens financiers importants et agissent de manière stratégique. Dans de nombreuses régions, des flux de financement opaques sont de plus en plus utilisés pour orienter le débat public, influencer les politiques et restreindre l'espace civique.

Comment les féministes tiennent bon ?

Elles surveillent les rapports de force, mettent au jour les flux financiers et continuent d'agir dans des espaces contestés et souvent très risqués pour défendre les droits et la justice, avec des ressources limitées et une pression croissante.



Il s'agit autant d'une question de genre **que de démocratie.**

Les revendications féministes adressées aux bailleurs de fonds sont claires:

- Un financement souple et adaptable aux contextes restrictifs et criminalisés
- Des investissements dans les services de prise en charge, la sécurité et la pérennité des mouvements
- La reconnaissance des mouvements féministes en tant qu'acteurs politiques

Lire le document

